

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Du 4 octobre 1885

Coalition socialiste révolutionnaire

Les cent soixante-trois chambres syndicales, groupes et comités constituant à cette heure la Coalition, nous adressent la liste suivante sur laquelle sont appelés à se compter tous les travailleurs de la Seine :

Ferdinand Gambon, ancien membre de la Commune, député sortant;
Ed. Vaillant, ancien membre de la Commune, conseiller municipal de Paris.
Henri Rochefort;
Benjamin Flotte;
Boulé, conseiller prud'homme ouvrier, tailleur de pierres;
Emile Endes, ancien membre de la Commune;
Jules Guesde;
Andrieux, forgeron en voitures;
Lissagaray;
B. Malon, ancien membre de la Commune;
Drain, conseiller municipal de Saint-Ouen;
S. Dereure, cordonnier, ancien membre de la Commune;
Granger, secrétaire de la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente;
Albert Goullé;
Henri Place, déporté de 1871;
Ernest Vaughan, rédacteur de l'*Intransigeant*;
Paul Lafargue;
E. Chauvière, typographe;
Gabriel Deville;
Henri Brissac, transporté de 1871;
Bergerol, secrétaire général de la Fédération des groupes socialistes de la Libre-Pensée;
Ernest Roche;
Daniel, modèleur;
E. Fournière;
Maës, rédacteur de la *Bataille*.
G. Crépin, caoutchoutier;
Tessier, adjoint au maire de Montreuil;
Rysto, ébéniste;
Blanck, coupeur en chaussures;
Gerdy, mécanicien, déporté de 1871;
Ponchet, menuisier, détenu politique;
Breuil, correcteur typographe,
Nourrit, transporté de Juin;
D'Etienne Susini;
Boisse, cocher;
Oury, sculpteur sur pierre;
Odin, relieur-garnier;
Cocheri, employé de commerce;

comme la bourgeoisie révolutionnaire abolit en 1789 les dîmes féodales, vous ne pourrez vous garantir ni contre la faim, ni contre la maladie, ni contre la vieillesse.

Vos femmes et vos enfants continueront à vous être enlevés, pour être retournés contre vous et servir dans les *ateliers-bagnes* à la rapacité et à la lubricité de vos maîtres.

FRÈRES DES CAMPAGNES,

Vous que l'on prétend avoir été affranchis par la Révolution du siècle dernier et qu'on cherche à ameuter contre le mouvement ouvrier, vous n'êtes pas, quoique sous une autre forme, moins victimes de la société capitaliste.

Depuis un siècle, tous les gouvernements se sont trouvés d'accord pour augmenter vos impôts, prendre vos enfants et les envoyer mourir dans les expéditions d'Algérie, du Mexique, de Tunisie, du Tonkin.

Les monarchistes blancs et les monarchistes tricolores, les bonapartistes plébiscitaires et les républicains bourgeois ne vous ont pas seulement livrés au fisc; ils se sont fait encore les complices des financiers qui, par les emprunts étrangers, les valeurs à lots, sous prétexte d'assurance et de crédit agricole, ont rasé vos épargnes et hypothéqué vos champs, dont les produits vous appartiennent de moins en moins et dont on vous chassera avant peu.

CITOYENS DE LA BOURGEOISIE TRAVAILLEUSE,

Votre cause aussi, malgré votre petit avoir, est liée à celle de la classe paysanne et ouvrière.

N'êtes-vous pas, en effet, acculés de plus en plus à la faillite par l'escompte usuraire des banquiers et la concurrence frauduleuse des grands magasins?

Vous êtes condamnés; votre exécution n'est qu'une question de temps; vous irez les uns après les autres grossir le nombre des serfs du salariat qui, sous le nom de comptables, d'employés, de voyageurs de commerce, enrichissent les maisons qui vous ruinent.

ÉLECTEURS,

A vous de voir s'il vous plaît de prolonger ce misérable présent en un avenir pire, ou si, au contraire, vous élevant à la conscience de vos véritables intérêts, comprenant que seuls les salariés constitués en parti de classe, peuvent avoir raison de l'exploitation du capital, vous ne répondez pas à l'appel du Parti ouvrier en votant pour la liste unique et commune de la COALITION SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Pour l'Agglomération parisienne,

Les candidats de la Coalition socialiste révolutionnaire,

G. CRÉPIN, S. DEREURE, G. DEVILLE,
J. GUESDE, P. LAFARGUE.

LES 25 FRANCS DE M. DESCHAMPS

M. Deschamps, conseiller municipal du cinquième arrondissement, n'a pas encore contesté nos chiffres; il n'a pas non plus versé à la caisse électorale du parti ouvrier les 25 francs qu'il a perdus.

Nous n'ignorons pas que les bourgeois aiment surtout à empocher; mais refuser de payer ce que l'on doit a, même pour les bourgeois, un nom que le conseiller (au fait, pourquoi ajouter *seiller*) Deschamps, quoiqu'il ne sache pas grand-chose, doit connaître. Nous nous chargeons en tout cas de le lui apprendre.

LEUR SOCIALISME

Les radicaux se prétendent socialistes. Et pas d'hier — en vue du scrutin de demain. De longue date, clament-ils. Dès 1881 cette étiquette a figuré sur leur sac à malice. Soit. Mais il ne s'agit pas de paroles — tout le monde peut payer de cette monnaie-là; — il s'agit d'actes. Et nous demandons à ces frères ennemis des opportunistes où, quand et comment leur socialisme s'est affirmé.

Ce n'est pas, à coup sûr, pendant les deux années où la crise ouvrière a battu son plein. La première fois que les sans-travail de Paris — sans-travail parce qu'ils avaient été obligés de surtravailler, de surproduire — ont pris la route du Palais-Bourbon, tout ce que ces estomacs, criant la faim, ont obtenu de l'extrême-gauche, ça été la viande creuse ou la mys-

tification de la Commission des 44. Non seulement il n'a pas été avisé au pain qui manquait, mais le rapport sur les chômages parisiens, que M. Clémenceau s'était engagé à déposer dans les huit jours, a mis plus de huit mois à voir le jour.... parlementaire, et l'autre rapport sur la situation générale des travailleurs français est encore à venir.

La seconde fois que les sans-travail — non plus seulement de Paris, mais de Lyon, de Montluçon, de Saint-Fargeau, etc. — ont mis la minorité radicale de la Chambre, et la majorité radicale du Conseil municipal en demeure d'intervenir, ça été pis encore.

Pendant qu'à l'Hôtel-de-Ville le radicalisme des Michelin, Pichon et autres Dreyfus, faisait votes communs avec l'opportunisme des Strauss et avec le monarchisme des Gamard contre tous les palliatifs apportés par Boulé et soutenus par Vaillant, au Palais-Bourbon le radicalisme des Clémenceau, Pelletan et autres Delattre, se refusait à saisir la Chambre des mêmes mesures accusées de sentir le fagot — ou le collectivisme.

Un autre moyen s'offrait, non pas de donner du pain à qui fournit à la brioche et aux truffes des oisifs, mais d'augmenter la miche familiale : la taxation du pain, permise par une des rares lois populaires de la révolution bourgeoise du siècle passé. Mais il aurait fallu toucher aux profits usuraires des boulangers qu'on mettait autrefois à la lanterne. Et entre une poignée d'industriels affameurs et leurs électeurs affamés par milliers, nos socialistes de derrière le scrutin n'ont pas hésité. Ils ont pris le parti, les intérêts des fabricants de famine. Les uns ouvertement, cyniquement, comme les Cattiaux, Pichon, etc., en repoussant la taxe; les autres hypocritement, jésuitiquement comme les Piperaud, Mesureur, Deschamps, etc., en ne la votant que pour la forme, avec la résolution bien arrêtée de ne pas en imposer l'application à l'autorité préfectorale.

Toutes les réformes ouvrières que la Chambre aujourd'hui défunte avait mises à son ordre du jour, — comme on écrit les grands mots de Liberté, d'Égalité et de Fraternité sur les murs des prisons, — ont surpris les radicaux socialisant d'aujourd'hui, dans le même flagrant délit d'anti-socialisme.

On discutait — et on votait — il y a deux mois à peine, une nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels. Et pas un d'entre eux, ni M. Révillon, ni M. Maret, ne s'est rencontré pour proposer seulement qu'on restituât aux manque-de-tout ainsi condamnés à s'entre-assister, la gestion des caisses de secours et de prévoyance qu'alimentent leurs privations, et dont se sont emparés — comme on fait le porte-monnaie ou le mouchoir — les pick-pocket patronaux.

Dans la question des accidents de travail, même oubli — même désertion — des intérêts ouvriers. Au lieu d'exiger un cautionnement des employeurs — seul moyen de garantir les employés dont les membres et dont la vie ne seront sauvegardés que dans la mesure où la caisse patronale sera engagée — ils n'ont eu qu'une préoccupation : réduire la responsabilité de ces faiseurs d'invalides, de veuves et d'orphelins, en meltant leurs victimes à la charge des Compagnies d'assurances ou de l'État.

Pour que l'institution des prud'hommes mineurs et des délégués mineurs ne fût pas un double trompe-l'œil; pour qu'elle fût mère de justice ici, de sécurité là, il aurait fallu, comme étaient unanimes à le réclamer les intéressés, qu'une rétribution fixe et suffisante arrachât délégués et prud'hommes à la dépendance des Compagnies. Mais, précisément parce que cette rétribution s'imposait, ni les Girodet, ni les Giard n'ont eu garde de s'y arrêter, résolus qu'ils étaient — et qu'ils sont — à ne rien faire contre la féodalité capitaliste, tout en ayant l'air de faire quelque chose pour le prolétariat, avec lequel il faut, hélas! compter tous les quatre ans depuis que le 24 février 1848 lui a ouvert les urnes.

Libre maintenant à la Justice, au Radical et autres organes radicaux, de badigeonner en socialistes leurs candidats d'aujourd'hui, qui ne sont que les députés et les conseillers d'hier. Le Paris ouvrier les a vus à l'œuvre. Il sait ce que vaut l'aune de ce socialisme d'affiche. Et laissant à leur contrefaçon ces voleurs du programme révolutionnaire, il ira à ceux qui n'entendent pas servir deux maîtres — ou deux classes; dont le choix est fait; qui sont et ont toujours été pour les travailleurs dépossédés contre les fainéants de la propriété, jusqu'à l'expropriation complète de ces derniers.

L'Agglomération parisienne adhérent à la Coalition socialiste révolutionnaire du département de la Seine adresse aux électeurs l'appel suivant :

PARTI OUVRIER

Le Parti ouvrier, constitué par les Congrès nationaux de Marseille (1879), du Havre (1880), de Reims (1881), de Roanne (1882) et de Roubaix (1884) n'a jamais distingué entre les exploités; il entend affranchir aussi bien les travailleurs des champs que les travailleurs des villes; aussi bien les salariés du magasin et des bureaux que les salariés de l'atelier; aussi bien le travail plus particulièrement manuel que le travail intellectuel et scientifique. Il ne s'occupe pas seulement des *sans-propriété* d'aujourd'hui, mais encore des *sans-propriété* de demain, c'est-à-dire de cette classe moyenne que la concurrence de la grande industrie, du grand commerce et de la grande culture frappe tous les jours mortellement, et qui va se voir arracher, avec ses moyens de travail, l'indépendance qui lui est si chère.

CAMARADES DE L'ATELIER,

Le travail forcé est votre unique moyen d'existence et ce travail vous ne l'obtenez que dans la mesure où il peut enrichir vos patrons. Au moindre ralentissement des affaires, ils vous chassent de l'atelier, et du haut de leurs caisses pleines — et remplies par l'excédent de votre production sur votre salaire — ils vous condamnent aux longues journées sans travail et sans pain.

C'est ce vol patronal que la loi autorise, qui est l'unique cause de votre misère.

Tant que vous n'aurez pas aboli la dtme capitaliste

UNE VISION

La Bourgeoisie repue, lasse, mais non rassasiée, se resouvenait de son histoire.

Le misérable marchand des siècles noirs de la féodalité, l'usurier répugnant que toujours son or inquiétait, ainsi que le ver rampant, s'étaient métamorphosés en capitalistes glorieux, gorgés de millions. La Noblesse l'insultait, la bâtonnait; elle la dépouilla, elle la renversa du pouvoir, décapita son roi, confisqua ses biens; et maintenant elle achetait ses noms historiques, comme des potiches, pour décorer ses prospectus financiers. Souveraine maîtresse de l'Etat, elle faisait et défaisait les gouvernements, et, pendue aux mamelles de la Nation, elle tarissait voracement ses richesses.

— Mon histoire est grandiose: née dans la boutique sordide, je trône dans les palais. Je suis le centre de l'univers: tout part de moi, tout aboutit à moi. Le paysan et l'ouvrier travaillent pour m'enrichir; les artistes raillaient mes manières et mes idées, je les ai enrôlés dans ma domesticité. Patti chante pour moi, Hugo a écrit pour moi, Meissonier peint pour moi; j'ai imposé mon goût à l'art et mes habitudes à la mode; je dispense la gloire et je distribue les gratifications: — je possède le Capital, le seul Dieu vivant parmi tant de faux dieux.

La nuit descendait sur la terre: au milieu des ténèbres un spectre sanglant, une pique à la main, apparut; la lueur sinistre des incendies l'enveloppait.

— Bourgeoisie! Bourgeoisie! ton maire Sylvain Bailly commanda la fusillade qui m'abattit au Champ-de-Mars; il trempa dans mon sang le drapeau rouge, le drapeau de la révolte populaire. Et cependant j'étais un vainqueur de la Bastille, j'avais emporté la citadelle de la Noblesse, ton ennemie. Bourgeoisie, je suis ta première victime, j'ouvre la série de tes tueries populaires.

Des spectres venaient de l'ombre profonde; celui-ci était un mendiant, en haillons, estropié, balafre.

— Tu ne me reconnais pas, tu ne reconnais pas sous cette guenille le volontaire de la République. Bourgeoisie charlatane, tu m'enivras de Liberté, d'Egalité, de Fraternité! Le fusil sur l'épaule, je cours aux frontières sauver la République; et je te laissai, tranquille, accaparer les richesses nationales. A Valmy, je culbutai les Prussiens; à Jemmapes, je passai sur le ventre des Autrichiens; je me battis en Vendée, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Egypte, partout enfin où la France m'envoyait défendre la République. Je porte gravés sur mon corps mes états de service. Vois-tu cette balafre? Le sabre d'un chouan. Cette cicatrice? La lance d'un cosaque. Ce trou? La balle d'un Anglais... Quand, couvert de blessures et perclus de douleurs, quand, ne pouvant plus me battre, je rentrai au pays, je réclamai ma part du milliard des biens nationaux que tu avais promis aux soldats de la République; — on me chassa: j'errai sans abri, vagabond dans ma patrie, dans la France livrée aux bourgeois. Et moi, le compagnon de Hoche, le camarade de Kléber, dont la voix tonnait dans les batailles, je mendiai mon pain; je suis mort de faim et de froid, comme un chien galeux, le long du mur d'un de tes parcs! — Mes Droits de l'homme étaient les Droits à la misère.

Celui-ci avait la mine farouche, la face noircie par la poudre; il était tombé le fusil à la main.

— Je t'ai fait trembler; je t'ai fait suer la peur! Enfant, tu m'appelas sur les barricades pour chasser Charles X; en février, tu m'appelas aussi. Imbécile! je t'obéis encore et, pour consolider ton pouvoir nouveau, je mis trois mois de misère au service de la République. Au jour de l'échéance, lorsque je me présentai avec les camarades, tu lâchas contre nous tes bêtes féroces, tes Cavaignac, tes Bréa, tes Lamoricière. J'ai été tué à la barrière d'Italie; mais j'ai vendu chèrement ma peau. Oh! j'en ai descendu des bourgeois; tu te battais alors, et c'était plaisir que de tirer dans le tas, on risquait de trouver un bourgeois. Ma mort est plus glorieuse que tous tes triomphes. J'ai planté en Juin le drapeau rouge, le drapeau de la Révolution sociale.

Les spectres se pressaient, nombreux comme les flots sur le sable des rivages; c'étaient des hommes, des femmes, des enfants percés par les balles, hachés par les sabres, foulés par les pieds des chevaux.

— Bourgeoisie infâme et couarde; tu affamas Paris, tu livras la France à Bismark pour échapper aux révolutionnaires; tu fis de Paris une cuve énorme, débordant du sang de trente mille cadavres. Ta lâche férocité épouvanta l'Europe. Mais tu n'as pas noyé dans notre sang la Révolution sociale; elle renaît plus puissante: ses soldats se comptent par centaines de mille dans la France, dans l'Europe, dans l'Amérique.

Un peuple d'hommes, de femmes, d'enfants, les poings crispés, les yeux menaçants, entouraient la Bourgeoisie terrorisée.

— Nous sommes le peuple immense des travailleurs: — nous semons le blé, récoltons le raisin, élevons les troupeaux et nous ne mangeons pas à notre faim; nous tissons le coton et la laine, bâtissons les villes, jetons les ponts sur les rivières, posons les rails sur le sol, descendons dans les entrailles de la terre; nous inventons les machines, dirigeons les ateliers, et nous vivons manquant du nécessaire. Tu ne travailles plus, tu ne penses plus, tu ne sais que digérer, et tu possèdes tout et tu jouis de tout!... Allons, dégorge les richesses que tu as volées; allons, rends-nous les pouvoirs que tu as arrachés à la Noblesse. Ton règne est fini!

C'était la nuit qui précède les cataclysmes; le vent de la colère populaire soufflait sur la société. La terreur envahissait la demeure des riches, dans la mansarde des pauvres l'espérance entraînait.

La Bourgeoisie, folle de peur, appela à son secours et Ferry, et Brisson, et Floquet, mais ils fuyaient les poches bourrées d'or et de billets de banque.

— A moi, mes généraux d'Afrique, mes généraux des guerres coloniales! A moi mes bouchers d'hommes. Chargez cette canaille qui crie et qui menace. Mitraillez, sabrez ces révoltés plus dangereux que les Prussiens, ces prolétaires plus terribles que les barbares d'Afrique et du Tonkin. A l'œuvre, mes Gallifet, mes lignards, mes gendarmes! Egorgez-moi la bête immonde, la Révolution sociale; tuez, tuez toujours, vous n'en tuerez jamais assez; les morts ne reviennent pas. Je veux un massacre plus grand que Juin, plus sauvage que Mai.

Et les soldats accouraient, la crosse en l'air.

— Nous ne voulons plus être des mercenaires sans conscience et sans volonté. Assez longtemps tes Cissey, tes Gallifet, nous ont déshonorés; assez longtemps tes commerçants, tes financiers nous ont employés pour voler en Afrique, en Asie; assez longtemps les industriels nous ont employés pour écraser les ouvriers en grève; assez longtemps tes politiciens nous ont employés pour massacrer nos frères, les soldats de la Révolution. — Nous sommes peuple. Nous aussi, nous avons notre liberté à reconquérir, notre part à la richesse sociale à revendiquer; nous aussi nous sommes les soldats de la Révolution sociale.

Abandonnée de tous, la Bourgeoisie sans force et sans courage ne savait que gémir et pleurer.

— Je suis trahie! je suis perdue!

Le lendemain du 18 mars, Jourde et Varlin, délégués aux Finances, allèrent trouver Rothschild, qui les reçut fort courtoisement et leur facilita l'obtention d'un crédit de plusieurs millions à la Banque de France. Le lendemain de la prochaine révolution, nos délégués aux Finances auront à se rendre chez M. le Baron, non pour lui demander l'ouverture d'un crédit, mais le paiement immédiat de la note suivante.

Sous la Restauration et sous Louis-Philippe, le gouvernement avait l'habitude de passer par les banquiers pour les emprunts: il était volé sans pitié par les grinchés de l'Internationale jaune.

Jusqu'en 1821, des banquiers étrangers, anglais généralement, eurent le monopole des emprunts. Les Anglais, qui nous avaient déjà battus à Waterloo, avaient encore le plaisir de savoir que MM. Baring brothers, Hope et Cie nous détrossaient impitoyablement; c'étaient eux qui s'étaient chargés des emprunts du 10 février, 11 mars, 28 juillet 1817 et du 9 octobre 1818. A partir de 1823, la maison Rothschild frères eut le privilège des emprunts. Voici comment cela se pratiquait. L'Etat donnait au banquier des titres de rente pour une valeur de 1,000 francs, par exemple, mais ne recevait en espèces que 980, 950 fr., ou moins encore, suivant la roublardise du banquier et la canaillerie du ministre des Finances auquel on graissait les quatre pattes.

A ce petit jeu de société les banquiers gagnent des millions.

La maison Rothschild frères, de 1823 à 1847, a fait pour le gouvernement de Charles X et de Louis-Philippe, quatre emprunts sur cinq, elle a subtilisé à l'Etat la modeste somme de 146 millions et quelques centaines de mille francs.

Le gouvernement donna à la maison Rothschild en rentes sur l'Etat, pour l'emprunt		Le gouvernement reçut en espèces,	
du 10 juillet	1823	462 millions	413 millions
» 18 oct.	1841	191 »	150 »
» 9 déc.	1844	235 »	200 »
» 10 nov.	1847	85 »	64 »

973 millions 827 millions
Le gouvernement donna donc à ces juifs de la rue Lafitte 973 millions en rentes et ne reçut que 827 millions en espèces; la différence est donc de 146 millions qu'ils auront à restituer dans les caisses du prochain gouvernement révolutionnaire. Cette restitution entamera à peine la gigantesque fortune qu'ils ont accaparée dans l'espace de soixante-dix ans. Il n'est nullement étonnant qu'il y

ait tant de travailleurs si misérables, quand il existe des propres à rien si colossalement riches.

Le lendemain d'une révolution, d'ordinaire, l'argent manque: il est bon que les socialistes révolutionnaires sachent à quelles caisses ils auront à frapper pour en trouver.

L'impôt progressif

Quand ils entendent ces mots, les richards tombent en pâmoison et leurs valets de plume déraisonnent: « Comment celui qui posséderait un, deux, dix millions, payerait dix fois, vingt fois, cent fois plus d'impôts que l'ouvrier qui ne possède que la chemise qu'il a sur le dos. On n'aurait plus d'intérêt à devenir millionnaire, si l'Etat prend une si grosse part du revenu. »

L'Etat bourgeois ne s'occupe pas si l'on devient ou si l'on reste millionnaire; mais il se préoccupe de trouver l'argent des dépenses occasionnées par la protection des biens et des personnes. Il serait donc de toute logique que l'Etat prélevât les impôts sur ceux qui ont des biens et sur ceux qui ont besoin de protection pour leur personne. Les radicaux, qui se font les apôtres de l'impôt progressif, devraient bien appliquer aux services rendus par l'Etat ce que les libres-penseurs disent du budget des cultes: « que ceux qui ont besoin des sottises de la religion payent les curés. » A ce compte, les travailleurs ne payeraient aucun impôt, ni direct, ni indirect.

En effet, pourquoi l'armée, la gendarmerie, la police, la magistrature, les colonies pénitentiaires, les prisons, les bagnes, existent-ils? Pour défendre les biens des riches; donc que la bourse des riches paye les frais qu'ils occasionnent. Les prolétaires, qui n'ont pas de biens ou si peu à protéger, et qui d'ailleurs sauraient s'organiser pour faire leur propre police, ne devraient donc pas payer un sou, ni pour le ministère de la guerre, ni pour celui de la justice, ni pour la préfecture de police.

La dette publique coûte la jolie petite somme de un milliard trois cents millions; quels sont les budgétivores qui se partagent ce délicieux gâteau? — Les bourgeois ou les prolétaires? — C'est donc aux bourgeois à payer les dépenses occasionnées par le service de la dette publique.

Si les socialistes avaient à s'occuper de la réforme des impôts, ce n'est pas l'impôt progressif qu'ils devraient demander, mais la refonte du système des impôts. Les impôts dans une société individualiste et anarchiste comme la nôtre, devraient être établis de façon que ce soient ceux qui bénéficient des services publics de l'Etat qui les payent, et cela dans la proportion du bénéfice qu'ils en retirent. Tous les services de l'Etat devraient être comme le service de la poste: — je n'écris pas de lettre, je ne paye rien; j'en écris une par an, je paye 15 centimes; j'en écris mille, je paye 150 fr. en timbres-poste.

L'impôt progressif existe, et c'est sa suppression que les socialistes doivent réclamer. Tous les impôts indirects, tous les impôts sur les matières alimentaires, (pain, viande, vin, sel, etc.) sont des impôts progressifs qui pèsent sur le travailleur. Le prolétaire qui épuise ses forces dans les ateliers, jouit d'un appétit plus grand que sa bourse, il mange deux et trois fois plus de pain que Rothschild; il paye donc deux et trois fois plus de l'impôt sur le blé et la farine que le juif tant de fois millionnaire.

En matière d'impôts, les socialistes ont avant tout à réclamer l'abolition de tous les impôts indirects.

Ce qu'un Parisien paye à l'octroi.

On parle toujours de la prise de la Bastille, on isole ce fait pour en faire le point initial de la révolution de 1789; et l'on oublie, l'on néglige le sac de l'imprimerie de papiers peints de Reveillon et l'incendie des barrières où l'on percevait l'octroi. Ce sont là cependant des faits révolutionnaires d'une haute importance. La bourgeoisie victorieuse s'empressa de rétablir l'octroi.

L'octroi de Paris fut réinstauré en 1798. Depuis cette époque les principales denrées, aliments, boissons, combustibles, ont été soumises à des droits d'entrée.

En 1801, le produit de l'octroi était d'environ 11 millions de francs; en 1881, il a atteint 148 millions et demi; l'augmentation pendant ces 80 années a donc été de 137 millions et demi, soit 1.257 0/0.

Le rapport du produit de l'octroi au chiffre de la population, c'est-à-dire la somme annuelle payée à l'octroi par chaque consommateur, a suivi, depuis le commencement du siècle, une progression croissante.

Chaque Parisien payait à l'octroi:

en 1817, la somme annuelle de	25,90
1836.	32,90
1856.	37,38
1866.	52,64
1876.	63,00
1881.	65,50

Cet impôt, qui ne cesse de progresser, est surtout progressif pour la classe ouvrière, d'abord parce que les familles ouvrières ont en moyenne plus d'enfants que les familles bourgeoises, et ensuite parce que l'octroi de Paris est surtout prélevé sur les comestibles et les boissons. Ainsi en 1881, sur les 148 millions et demi de l'octroi, les boissons avaient rendu 65 millions et demi et les comestibles 30 millions et demi; par conséquent les deux ensemble avaient rendu 96 millions ou près des deux tiers.

Ce qui se constate à Paris, se répète plus ou moins en province, partout où l'octroi existe.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Berlin, 12 septembre.

Bismark, notre grand homme, vient de commettre une hénue qui le diminuera beaucoup aux yeux de ses admirateurs bourgeois. L'Angleterre lui avait abandonné le Zanzibar, mais cela ne satisfaisait pas son avidité pour les possessions coloniales; il avait coiffé le petit Alphonse du casque de uhlan, il croyait que cet ornement disgracieux devait suffire à sa gloire et que l'on pouvait aisément lui souffler une des fies Carolines. Mais cela n'a pas été du goût du peuple espagnol, qui planta le premier clou dans le cercueil de la gloire napoléonienne. En France et en Europe, vous avez cru à l'indignation du peuple allemand contre les Espagnols: détrompez-vous. Les manifestations faites à Berlin et ailleurs étaient commandées par la police. Au contraire, ici, on est furieux contre Bismark; les chauvins allemands lui reprochent, avec juste raison, d'ameuter l'opinion européenne contre l'Allemagne par sa conduite brutale et absurde. Les ouvriers sont restés indifférents et gouailleurs, cela les amusait de voir le terrible Bismark insulté par une puissance de second ordre et avalant humblement les injures. Mais ce sont les bourgeois qui étaient les plus furieux: en effet, l'Espagne était mieux qu'une colonie pour le commerce allemand; le chiffre des affaires s'élevait à près de un milliard de francs; depuis la malencontreuse affaire des Carolines, les commandes espagnoles ont été immédiatement décommandées, de sorte que c'est l'industrie et le commerce allemands qui les premiers ont à souffrir de la politique coloniale de leur grand homme. C'est bien fait! les bourgeois ont été les plus plats valets de Bismark; il les paye comme ils le méritent.

Pour se consoler des insuccès de sa politique coloniale, Bismark poursuit avec rage les socialistes, surtout leurs députés, qui sont ses bêtes noires. Le 28 va commencer à Chemnitz le grand procès contre les délégués du congrès de Copenhague. Les accusés sont Auer, Bebel, Dietz, Frohme, Henzell, Müller, Ulrich, Viereck et Vollmar. L'enquête a dure 18 mois; l'acte d'accusation forme un volume de 108 pages in-folio. On les accuse d'appartenir à une société secrète ayant pour but l'abolition des lois existantes; leur plus grand crime est d'avoir répandu en Allemagne des millions de brochures et autres publications socialistes, surtout d'avoir facilité l'introduction du *Social demokrat* qui, malgré la police, pénètre en Allemagne par huit et dix mille exemplaires toutes les semaines. — Le gouvernement a une vengeance à tirer des socialistes qui se moquent de lui de la façon la plus insolente; ils tiennent leurs réunions malgré la police, répandent leurs journaux, leurs brochures, malgré la police. — Toute la moucharderie nationale et internationale avait été mise sur pied pour savoir le lieu où devait se tenir le congrès national du Parti socialiste; elle ne découvrit rien; et, alors que les journaux bismarkiens annonçaient que les socialistes n'avaient pas osé tenir leur congrès, l'on apprit tout-à-coup que le congrès s'était tenu secrètement à Copenhague et que plus de cent délégués venus de toute l'Allemagne y avaient assisté. Quel four pour la police!

Ce procès ne suffisant pas à Bismark, il fait emprisonner le député Heine pour six mois, confisque ses presses à Kræcker. Liebknecht va bientôt entrer en prison, ayant été condamné pour avoir insulté deux mouchards. Singer est poursuivi, Viereck aussi: en tout onze procès contre dix-huit députés socialistes.

Mais le grand parti socialiste se moque de Bismark et de toutes ses poursuites: le 31 août, il célébrait l'anniversaire de la mort de Lassalle. Dans toutes les grandes villes — Berlin, Leipzig, Hambourg, Francfort, etc. — on déploya le drapeau rouge, et on le planta, à la barbe de la police, sur des tours et des monuments publics.

Le grand Bismark, l'homme que l'Europe adorait comme le représentant de la force, les socialistes le narguent; les catholiques lui ont fait baisser pavillon et les Espagnols l'insultent impunément.

— Encore un grand homme de la bourgeoisie démonté!

O. Z.

MOUVEMENT SOCIAL

Paris. — Dans une réunion électorale tenue mardi 15 septembre, rue Boulard, le citoyen Lafargue a fait la déclaration suivante:

« C'est la deuxième fois que je me trouve en présence des défenseurs de la liste de la Fédération des travailleurs socialistes; hier c'était au V^e, aujourd'hui c'est au XIV^e arrondissement et j'ai constaté qu'au lieu d'attaquer les radicaux, ils font la guerre aux révolutionnaires socialistes; qu'au lieu de nous attaquer sur les principes, ils nous chicanent sur les personnalités; ils viennent les uns après les autres débiter des cancanes de portière sur les citoyens Rochefort, Lissagaray, Goullé. Cette conduite est honteuse, elle est indigne de socialistes se proclamant dévoués à la cause révolutionnaire: — jamais nous ne nous abaisserons à employer de telles armes contre nos adversaires; jamais nous ne consentirons à faire le jeu des bourgeois en attaquant des socialistes. Nous avons toujours voulu l'union nous la voulons encore: et moi, pour ma part, je m'engage à me retirer de la liste de la Coalition socialiste révolutionnaire et à céder ma place à un candidat de la Fédération des travailleurs socialistes. »

Immédiatement les trois candidats présents, les citoyens Bergerol, Blanck et Cocheri déclarèrent aux applaudissements unanimes et réitérés de la salle que, comme Lafargue, ils demandaient l'union et étaient prêts à céder leur place à des candidats de la Fédération des travailleurs socialistes.

La Coalition socialiste révolutionnaire attend la réponse des candidats de la Fédération des travailleurs socialistes.

Bordeaux. — Le comité central socialiste révolutionnaire de la Gironde, vient d'arrêter la liste de ses candidats en vue des prochaines élections législatives.

Le programme adopté est celui du parti ouvrier tel qu'il a été élaboré au Havre et maintenu par nos divers congrès nationaux, avec un article additionnel portant « amnistie pleine et entière pour tous détenus politiques et de faits connexes. »

Nourrit, transporté de juin 1848, est en tête de la liste; viennent ensuite les citoyens:

F. Borde, publiciste;
Chapoulié aîné, ouvrier cordonnier;
Démons, ouvrier charpentier, conseiller-prud'homme;
S. Faure, employé de banque;
A. Jourde, employé de commerce;
Lacaze, ouvrier mécanicien, conseiller-prud'homme;
A. Maurin, ouvrier ébéniste, conseiller-prud'homme;
Pallard, ouvrier couvreur, conseiller-prud'homme;
Tixier, ouvrier mécanicien, conseiller-prud'homme;
de Toyon, agriculteur.

C'est la première fois qu'un programme d'expropriation est présenté à Bordeaux et dans la Gironde.

Malgré les difficultés de la lutte, nos camarades sont décidés à faire les plus grands sacrifices pour le triomphe de la Révolution et espèrent réunir une minorité imposante qui donnera à réfléchir aux partis politiques bourgeois.

Les adhésions déjà parvenues de diverses localités sont de bon augure et nous croyons que nos amis pourront être fiers de leur initiative.

Le siège du comité est à Bordeaux, rue Honoré-Tessier, 8, où les communications et les envois de fonds doivent être adressés.

Lille. — Notre programme électoral sera défendu dans le département du Nord.

Dix des candidats du Parti ouvrier sont déjà choisis. Ce sont les citoyens: Henri Carrette, tisserand; Canlier, mineur; Remy Degalle, serrurier; Pierre Delcourt, cordonnier; Gustave Delory, filtier; Denicourt, verrier; Debuchy, menuisier; Pierre Pruleut, cultivateur; E. Pannequin, sculpteur; Pedron, horloger.

Vaillamment soutenus par le *Réveil du forçat*, ces citoyens feront, nous n'en doutons pas, dans cette région ouvrière une bonne campagne révolutionnaire socialiste.

Lyon. — La Guillotière a deux conseillers municipaux à nommer le 20 septembre. Les candidats de l'Union des travailleurs socialistes sont les citoyens Bonnard, peintre en voiture, et Guillaume Lyon sculpteur.

Nous comptons que les travailleurs, édifiés par les derniers incidents sur la bonne volonté à leur égard des divers partis bourgeois, enverront ces citoyens siéger à côté du citoyen Bartolino. Ce serait là une manifestation significative de bon augure pour la bataille du 4 octobre.

Le Mans. — Dans leur réunion plénière de mardi dernier, les socialistes du Mans ont définitivement composé la liste des sept candidats, le groupe l'*Egalité* du Mans a été obligé de recourir à ses amis de Paris pour la confection de la liste, car dans notre ville un ouvrier candidat est certain d'être chassé de l'atelier.

Les citoyens R. Fréjac et C. Blanck viendront défendre le programme des congrès du Havre, Roanne, Roubaix; sous peu de jours plusieurs réunions importantes seront organisées.

Candidats du Parti ouvrier: Leroyer, cordonnier; C. Blanck, coupeur cordonnier; Hennet, cordonnier; R. Fréjac, employé; Jules Lépine, employé; G. Robelet, employé; Dereure, ancien membre de la Commune.

Que tous les socialistes désireux d'aider à la propagande expropriatrice, adressent leurs souscriptions au citoyen Leroyer, 3, rue Saint Pavin de la cité.

Saint-Denis de Cabanne. (Loire). — Dimanche 13 septembre a eu lieu une réunion des tisseurs de la région de Charlieu. Après la constitution du bureau, le président a expliqué le but de la réunion qui était la formation d'une chambre syndicale des tisseurs de la région. Il y a assez longtemps, dit-il, que nous souffrons, il est temps enfin de mettre un frein à l'exploitation dont nous sommes l'objet; unissons-nous en syndicats, c'est là le seul moyen d'empêcher la diminution constante des salaires que nous subissons chaque année; cela est possible en faisant diminuer la durée de la journée de travail, et nous y arriverons avec l'appui des autres syndicats de l'industrie textile réunis en fédération.

L'assemblée a ensuite procédé à la formation du bureau du nouveau syndicat; les citoyens qui le composent sauront mener à bien l'œuvre qu'on leur a confiée.

L'Union syndicale des Tisseurs roannais et le journal le *Déshérité* de Roanne avaient envoyé un délégué qui a mis à la disposition de tous les exploités les colonnes du journal socialiste. Il a invité les assistants à dénoncer les exactions patronales.

Un grand nombre de citoyens se sont fait inscrire comme membres du nouveau syndicat.

Variétés

Manifeste du parti communiste

I. — BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

(Suite)

Parfois les ouvriers triomphent; mais leur triomphe est momentané. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat, que la solidarité croissante des ouvriers. Cette solidarité

est facilitée par l'accroissement des moyens de communications, qui permettent aux ouvriers de localités différentes d'entrer en relations. Il ne reste plus qu'à les unir pour transformer ces luttes, qui revêtent partout le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. Et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes l'établissent en quelques années avec les chemins de fer.

L'organisation du prolétariat en classes et par suite en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que les ouvriers se font entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. En profitant des divisions intestines des bourgeois, elle les oblige à garantir légalement certains intérêts de la classe ouvrière: par exemple, la loi de dix heures de travail en Angleterre.

Les divisions de la société favorisent de différentes manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuelle; d'abord contre l'aristocratie, puis contre cette catégorie de la bourgeoisie dont les intérêts sont opposés aux progrès de l'industrie, toujours enfin contre la bourgeoisie des pays étrangers. Dans toutes ces luttes elle est obligée de faire appel au prolétariat, d'user de son concours et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Par conséquent la bourgeoisie fournit au prolétariat les éléments de son progrès, c'est-à-dire des armes contre la bourgeoisie.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des parties constituantes de la classe régnante sont rejetées tout entières dans le prolétariat par le progrès industriel, ou sont menacées dans leurs conditions d'existence. Elles apportent au prolétariat de nombreux éléments de progrès.

En dernier lieu, au moment où la lutte des classes approche de sa fin, le mouvement de dissolution de la classe régnante et de la société tout entière prend un caractère si aigu et si violent, qu'une fraction de la classe régnante s'en détache, se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui représente l'avenir. Autrefois une partie de la noblesse se rangea du côté de la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie fait cause commune avec le prolétariat, principalement cette partie de la bourgeoisie pensante qui est parvenue à comprendre la théorie du mouvement historique.

De toutes les classes actuellement adversaires de la bourgeoisie, le prolétariat est la classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes se désagrègent et disparaissent par le fait de la grande industrie; le prolétariat, au contraire, est son produit particulier.

La classe moyenne, les petits fabricants, les détaillants, les artisans, les paysans, luttent contre la bourgeoisie parce qu'elle compromet leur existence en tant que classe moyenne. Par conséquent, ils ne sont pas révolutionnaires, mais conservateurs. Qui plus est, ils sont réactionnaires, ils s'efforcent de faire rebrousser chemin à l'histoire. S'ils agissent révolutionnairement, c'est par la crainte toujours présente de tomber dans le prolétariat; ils défendent alors leurs intérêts futurs, et non leurs intérêts actuels; ils abandonnent leur propre position pour se mettre dans celle du prolétariat.

La crapule des grandes villes, cette lie putréfiée des dernières couches de la société, est çà et là entraînée dans le mouvement par une révolution prolétarienne; mais ses conditions sociales la prédisposent au contraire à se vendre à la réaction.

Les conditions d'existence de la vieille propriété sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété, ses relations de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise. Le travail industriel moderne, sa moderne dépendance du capital, la même en France qu'en Angleterre, en Amérique qu'en Allemagne, a dépouillé le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion, sont pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes antérieures qui ont conquis le pouvoir, ont essayé de consolider leur situation acquise en soumettant la société tout entière à leur propre mode d'exploitation. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productrices sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation et, par suite, le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont à se préoccuper de rien garantir de ce qui leur appartient, ils ont au contraire à détruire toute garantie privée existante.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, des mouvements de minorités au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, dernière couche de la société actuelle, ne peut s'élever sans bouleverser toutes les couches supérieures de cette société.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas *au fond* une lutte nationale, en revêt certainement la *forme*. Le prolétariat de chaque pays doit commencer par en finir avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement prolétarien, nous avons décrit pas à pas l'histoire de la guerre civile plus ou moins occulte qui déchire la société, jusqu'à ce qu'elle éclate en

une révolution et que le prolétariat impose sa domination par l'écrasement de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous venons de le voir, ont reposé sur l'antagonisme de la classe oppressive et de la classe opprimée. Mais pour pouvoir opprimer une classe, il faut au moins lui garantir les conditions d'existence qui lui permettent de vivre en esclave. Le serf, en pleine féodalité, parvenait à se faire membre de la Commune; le petit bourgeois atteignait la position de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau de sa propre classe. Le travailleur tombe à la charge de la société, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir le rôle de classe régnante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer l'existence à son esclave, même dans les conditions de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser tomber dans une situation si précaire qu'elle doit le nourrir au lieu d'en être nourri. La société ne peut plus exister sous sa domination, ce qui revient à dire que son existence est désormais incompatible avec celle de la société.

La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans les mains de quelques individus, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès industriel, dont la bourgeoisie est l'agent passif et inconscient, remplace l'isolement des ouvriers par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle produit et s'approprie la production.

La bourgeoisie crée ses propres fossoyeurs. Sa chute et le triomphe du prolétariat sont également inévitables.

(A suivre).

CHANT DES ÉGAUX DE 1797

Un code infâme a trop longtemps
Asservi les hommes aux hommes;
Tombe le règne des brigands!
Sachons enfin où nous en sommes.

Réveillez-vous à notre voix
Et sortez de la nuit profonde,
Peuples ressaisissez vos droits,
Le soleil luit pour tout le monde.

Tu nous créas pour être égaux
Nature, ô bienfaitrice mère,
Pourquoi des biens et des travaux
L'inégalité meurtrière?

Pourquoi mille esclaves rampants
Autour de quatre à cinq despotes?
Pourquoi des petits et des grands?
Levez-vous, braves sans-culottes.

Dans l'enfance du genre humain
On ne vit point d'or, point de guerre,
Point de rang, point de souverain,
Point de luxe, point de misère!

La sainte et douce Égalité
Remplit la terre et la féconde :
Dans ces jours de félicité,
Le soleil luit pour tout le monde.

Hélas! bientôt l'ambition,
En s'appuyant sur l'imposture,
Osa de l'usurpation
Méditer le plan et l'injure.

On vit des princes, des sujets,
Des opulents, des misérables;
On vit des maîtres, des valets;
La veille tous étaient semblables!

Du nom de lois et d'instituts,
On revêt l'affreux brigandage;
On nomme crime les vertus,
Et la nécessité, pillage.

D'un trop léthargique sommeil,
Peuples! rompez l'antique charme :
Par le plus terrible réveil,
Au crime heureux portez l'alarme.

Prêtez l'oreille à notre voix
Et sortez de la nuit profonde,
Peuples ressaisissez vos droits,
Le soleil luit pour tout le monde.

Nous croyons être les premiers à reproduire ce chant de 1797. Il est extrait de la collection des *Pièces saisies dans le local que Babeuf occupait lors de son arrestation*, publiées pour la Haute Cour de justice, en Nivôse an V.

Bibliographie

Le dernier numéro de la *Revue philosophique* publie un article de notre collaborateur Lafargue, sur les origines de l'idée du bien et du juste. Nous croyons être agréable à nos lecteurs en le résumant.

L'homme agit dans le milieu social, et les contacts avec ses semblables, qu'amène son action, engendrent entre eux certains rapports qui sont les mœurs. L'homme réfléchit ensuite sur les modes de relations créés par lui, et les traduit en lois. L'origine des idées morales est donc dans les coutumes et les usages des premiers peuples.

Lafargue remarque que, dans les langues européennes, les mêmes mots désignent les biens matériels et les vertus morales, ce qui est en ligne droite et ce qui est juste. D'où cela a-t-il pu résulter?

Dans les temps primitifs on ne pouvait acquérir une propriété, et cette propriété acquise on ne pouvait la conserver, qu'en se battant continuellement. La bravoure et les qualités qui l'accompagnent, conduisaient ainsi à la propriété et la maintenaient aux propriétaires. De même que l'homme a divinisé les forces extérieures qu'il ne comprenait pas, de même, observant la coexistence des vertus avec les biens matériels, il a identifié les biens matériels et les vertus héroïques. Après avoir, de la sorte, attribué ses qualités aux choses, il les reprit, quand il se mit à philosopher, comme venant des choses pour les transformer en idées abstraites.

A l'exemple de l'animal, le sauvage a le désir de saisir ce qui le tente, de s'en emparer. Cette tendance dut être domptée pour l'établissement de la propriété; mais elle ne put l'être que par une distribution égale à chacun de ce qui plaisait à tous. Au début des sociétés humaines, la terre était, dans cette intention, périodiquement partagée entre leurs membres. Des lignes droites tirées en reportant le même bâton sur le sol un même nombre de fois, prouvaient à chacun qu'il avait un morceau égal à celui des autres. L'opération importante était donc d'obtenir cette égalité de lignes; quand elle était obtenue, tous étaient contents. La ligne droite fit naître par là une idée nouvelle que l'homme confondit avec le fait matériel qui la produisait.

Cette intéressante étude, pour être menée à bien, exigeait la solide et vaste érudition de notre ami. Elle établit une fois de plus que les socialistes trouvent dans le matérialisme économique, dans le milieu social, les causes véritables des phénomènes humains, vainement cherchées par les systèmes métaphysiques.

CONVOCATIONS

Le Comité électoral du Parti ouvrier des 1^{er} et 2^e arrondissements organise, pour le mercredi 23 septembre, une grande réunion publique électorale, salle Rivoli, 104, rue Saint-Antoine.

ORDRE DU JOUR: Développement du programme du Parti ouvrier; — Audition des Candidats; — Nécessité d'une liste de coalition révolutionnaire.

Orateurs inscrits: E. Vaillant, G. Deville, Jules Guesde, Paul Lafargue, S. Dereure, C. Blanck, G. Crépin, E. Eudes, Susini, Boulé, H. Brissac.

Ouverture des portes, à 8 heures.

LE SOCIALISTE

COMITÉ DE RÉDACTION

G. Deville, R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue, A. Le Tailleur.

CORRESPONDANTS POUR L'ÉTRANGER:

Allemagne: **Bebel** et **Liebkecht**. — Suisse: **Becker** et **Bernstein**. — Belgique: **Anseele** et **Van Beveren**. — Angleterre: **Belfort Bax** et **Ed. Aveling**. — Espagne: **Iglesias**. — Etats-Unis: **Roseberg**. — Russie: **Plekhanoff** et **Tikhomiroff**. — Italie: **Martignetti**. — Danemark: **Rienzi**; etc. etc.

LIBRAIRIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

ACHILLE LE ROY

145, bis, rue Saint-Jacques, PARIS

Envoi franco de toutes les brochures socialistes, ainsi que du catalogue.

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

SERVICES PUBLICS ET SOCIALISME, par Jules Guesde.	» 30
LE COLLECTIVISME AU COLLÈGE DE FRANGE. (Réponse à M. P. Leroy-Beaulieu), par Jules Guesde.	» 20
LA LOI DES SALAIRES ET SES CONSÉQUENCES, par Jules Guesde.	» 30
LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER, son histoire, ses considérants, ses articles, par Jules Guesde et Paul Lafargue.	1 »
LE DROIT À LA PARESSE, par Paul Lafargue.	» 35
COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE, <i>Le matérialisme économique de Karl Marx</i> , trois brochures: 1 ^o l'Idéalisme et le Matérialisme dans l'histoire; 2 ^o le Milieu naturel: théorie darwinienne; 3 ^o le Milieu artificiel: théorie de la lutte des classes, par Paul Lafargue.	» 30
COURS D'ÉCONOMIE SOCIALE. <i>L'Evolution du capital</i> , cinq brochures: 1 ^o Genèse du capital; 2 ^o Formation du prolétariat; 3 ^o Coopération et manufacture; 4 ^o Machinisme et grande industrie; 5 ^o Fin du capital, par Gabriel Deville.	» 60
L'ANARCHISME, par Gabriel Deville.	» 10
LE CAPITAL DE KARL MARX, résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique, par Gabriel Deville.	3 »
RAPPORTS ET RÉOLUTIONS DES CONGRÈS OUVRIERS DE 1876 A 1883, par J. Dormoy.	» 40
6 ^e CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roanne (1882).	» 40
7 ^e CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER, tenu à Roubaix (1884).	» 10
LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARIS.	» 15
L'ÉGALITÉ (journal), 2 ^e série — 1880 — 32 n ^{os} .	5 »
L'ÉGALITÉ (journal), 3 ^e série — 1881-1882 — 47 n ^{os} .	10 »

Envoi franco contre mandat-poste.

Adresser les demandes au citoyen Hennet, 17, rue du Croissant, Paris.

REVUE FINANCIÈRE

Je crois avoir démontré assez clairement que les Caisses d'épargne, de retraites, de secours mutuels et autres, gérées soit par l'Etat, soit par des administrateurs bourgeois, ne présentent pour les petites économies des prolétaires aucune sécurité.

Elles servent uniquement à des spéculations plus ou moins habiles et quand on a besoin de l'argent ainsi entassé sou à sou, on ne trouve que des titres sans valeur ou plus rien du tout, comme dernièrement à l'Opéra.

Seules, les Caisses gérées par les intéressés eux-mêmes, comme les caisses ouvrières, présentent une garantie sérieuse.

L'Etat lui-même, en face de demandes nombreuses d'espèces, ne pourrait donner que des titres de rentes 3 0/0 Amortissable.

Pour placer son argent, les fonds d'Etats et de Villes sont donc préférables à la Caisse d'épargne et autres balançoires du même genre.

Maintenant que valent ces fonds? A quel prix sont-ils chers? A quel prix sont-ils bon marché? Voilà la difficulté, car si la dépréciation du cours vous fait perdre sur votre capital autant ou plus que l'intérêt payé, il vaut encore mieux conserver votre argent dans un tiroir.

Aussi tous les efforts de l'Etat et de ses complices, banquiers et financiers, tendent-ils à faire acheter ces titres au public quand le cours est élevé et à les lui faire vendre quand le cours est abaissé.

Pour obtenir ce résultat, aucune considération n'arrête ces malfaiteurs. Fausses nouvelles, déclarations ministérielles mensongères, hausse factice au moyen des fonds du Trésor, baisse précipitée par des offres à découvert; tout cela ne constitue pour ces messieurs que de bons petits tours qu'on joue aux gogos, comme on dit en argot financier.

En réalité, c'est une série non interrompue de vols audacieux par lesquels un petit nombre de gredins détournent le public honnête et confiant plus sûrement qu'un assassin qui, lui, au moins, risque sa tête; tandis que l'impunité est assurée à ces officieux personnages qui agissent de concert avec le Gouvernement.

L'épargne des petits est ainsi à la merci de voleurs invisibles opérant par l'intermédiaire légal des agents de change, officiers ministériels contre lesquels on ne peut rien, mais qui n'en sont pas moins les complices conscients d'une basse et ignoble besogne.

Mais que voulez-vous? Pour un courtage, ces messieurs font bon marché de leur honneur. Les coquins et les gouvernants le savent et en profitent largement. Mon rôle sera de tout faire pour signaler les guet-apens organisés par ces honorables associés.

PENAUD.

Le Gérant: DELADÉREERE.

Paris. — Imp. DELADÉREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE A. LECOURTOIS

Libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 r. broché, 2 fr. 25 r. richement relié; (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur: LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi f^o contre 1 fr. 25.